

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 14 novembre 2023

DATE DE PUBLICATION : 22 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt et un novembre, à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD –M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme BAYRAM – Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY - M. OREN - M. RENOUF –Mme TORRES – M. TOUANE - M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à M. TOUANE
- Mme RASAMOELY à Mme PASCAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. LALOT à Mme HEUGUES
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- Mme PERIERS à M. FAURE

ABSENTS

- M. BALABAN

EXCUSÉS

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PRIEUX

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :

Réforme de la gestion de la demande et des attributions de logements sociaux – Signature de la convention de gestion en flux des réservations avec le bailleur social LOGEM LOIRET

OBJET :

Réforme de la gestion de la demande et des attributions de logements sociaux – Signature de la convention de gestion en flux des réservations avec le bailleur social LOGEM LOIRET

Directeur de secteur : Muriel NAVENNEC

Service : Logement

Affaire suivie par : Muriel NAVENNEC

Mme Torres : La loi pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) en date du 23 novembre 2018 a modifié les modalités de gestion de la demande de logement social et de la politique d'attribution.

En effet, à compter du 1^{er} janvier 2024, la **gestion en flux des contingents de réservation des logements locatifs sociaux** se substitue à la **gestion en stock**.

Actuellement, la gestion en stock des droits de réservation porte sur des logements précis identifiés dans des programmes et octroyés à un réservataire, telle qu'une commune pour une durée donnée . Ainsi, à chaque fois que ce logement se libérait, il était proposé au réservataire.

Désormais, dans le cadre de la gestion en flux, les logements proposés aux réservataires peuvent se situer sur l'ensemble du patrimoine de logements locatifs du bailleur de la collectivité et ne seront plus « identifiés » par réservataire.

Les réservations portent sur un pourcentage annuel des logements disponibles à la location, acté entre le réservataire et le bailleur.

L'objectif principal de cette mesure est d'assurer plus de fluidité dans la mise en relation entre l'offre et la demande, et en particulier à faciliter l'atteinte par les bailleurs et les réservataires des objectifs de relogement des publics prioritaires ainsi que des objectifs de mixité sociale dans le parc social.

Cette mesure peut permettre également de travailler de manière plus partenariale avec nos bailleurs sociaux.

En effet, les conventions avec la gestion en flux fixent des objectifs dont la réalisation fera l'objet d'un suivi annuel entre le bailleur et le réservataire, au travers d'un bilan. Ce rendez-vous annuel sera l'occasion d'échanger sur le partenariat et d'envisager des ajustements de la convention.

Ainsi, pour mettre en œuvre la gestion en flux dans les délais impartis à savoir au 24 novembre 2023, la ville de Chalette/Loing signera avec LOGEMLOIRET, une convention, dont le contenu est le suivant :

- Objet de la convention
- Définition du flux de réservation des communes : **taux de réservation à 30 % des logements remis en location** (pour information, le taux pour l'Etat est fixé à 30%)
- Modalités de gestion de la réservation des collectivités : La ville de Chalette/Loing fait le choix de poursuivre sa politique de proximité au plus près des besoins ses habitants avec la **gestion directe** pour les droits de réservation. Ainsi, en relation avec le plan partenarial, elle poursuit la présence d'un lieu d'accueil, d'information et d'accompagnement et

- Concertation et réservations pour les programmes de construction neuve ou d'acquisition-amélioration : taux de réservation de 20%

- Modalités pour la proposition et l'attribution en Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL) du bailleur social à laquelle la ville participe

-Suivi des réservations

-Extension de la gestion en flux à l'ensemble des conventions de réservations conclues avant cette convention

-Durée de la convention : la convention est conclue pour trois ans, à compter du 1er janvier 2024.

Le Conseil municipal,

VU la loi en date du 23 novembre 2018 relative à l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),

VU le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations des logements locatifs sociaux,

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3 DS) qui reporte la date butoir de mise en œuvre de la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux au 24 novembre 2023,

Considérant l'intérêt d'assurer plus de fluidité dans le parc social afin de répondre au mieux aux demandes de logement social ;

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE les termes du projet de convention ci-annexé, conclue avec LOGEMLOIRET pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2024, avec tacite reconduction ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention avec le bailleur social LOGEMLOIRET ;

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	29	
Votes pour	29	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT